

de Thunder Bay, créé un balayage néo-démocrate au milieu de cette marée bleue. En tant que nouveaux députés, nous avons tous les trois l'intention d'être fidèles aux désirs de nos électeurs en parlant comme ils souhaitent nous l'entendre faire des problèmes cruciaux qui se posent à nous.

Il ne fait aucun doute que la situation économique, et surtout le problème du chômage que connaissent tant de Canadiens, est au centre de nos préoccupations. Cela ne faisait aucun doute au cours de la campagne électorale. J'ai rendu visite à des milliers de Canadiens et j'ai rencontré de nombreux chômeurs en quête d'un emploi. J'ai rencontré des hommes de métier au chômage depuis des mois, des menuisiers qui avaient perdu leur emploi depuis six mois, un an ou dix-huit mois. Ils n'étaient absolument pas certains de pouvoir retrouver du travail un jour. Je me suis rendu compte de l'importance du problème en discutant avec eux. Nous comprenons facilement la gravité de la situation des jeunes qui ne trouvent pas d'emploi, mais les chômeurs qui sont dans la quarantaine, la cinquantaine ou le début de la soixantaine, et surtout ceux qui n'ont pas de bons régimes de pension, ne sont guère dans une situation plus enviable. Ils sont catastrophés d'avoir perdu leur emploi. J'ai compris tout de suite, qu'il y avait là un grand défi à relever. Tous les partis en ont parlé au cours de la campagne électorale et tous les Canadiens s'attendent certainement à ce que le gouvernement actuel relève ce défi.

Par conséquent, monsieur le Président, je trouve tragique que malgré les belles paroles que contenait le discours du trône, l'exposé financier de jeudi soir aille tout à fait à l'encontre, selon moi, des espoirs qui ont été exprimés. Conscient des problèmes que pose le chômage, je tiens à dire que les espoirs de réconciliation nationale exprimés dans le discours du trône seront sans doute totalement annihilés si cet exposé financier indique vraiment l'orientation que compte prendre le gouvernement.

● (1120)

Nous ne réglerons pas nos difficultés en nous contentant de nous attaquer au déficit et de couper dans le tas, ce qui ne peut se faire que dans une mesure limitée à moins de recourir à des moyens vraiment draconiens. Jeudi soir, le gouvernement n'était pas prêt à prendre les mesures draconiennes qu'un grand nombre de ses partisans du monde des affaires voudraient sans doute lui voir prendre. Pourtant, il coupe dans divers programmes qui vont certainement rendre aux gens la vie plus dure, même s'il ne le fait que de façon limitée, par exemple dans le secteur de l'administration de l'assurance-chômage.

Ce qu'il y a de grave, c'est que le gouvernement s'oriente dans la mauvaise direction. Il ne va pas résoudre l'énorme problème que le chômage pose à tant de citoyens en s'attaquant avant tout au déficit. Il faudrait plutôt considérer l'avenir du Canada dans une optique différente. Nous devons réfléchir à nouveau aux moyens qui permettraient d'assurer le plein emploi, et voir à quel point le régime fiscal pèserait différemment sur les contribuables si nous réussissions effectivement à y parvenir.

Après avoir parlé de cette possibilité durant la campagne électorale, j'aimerais m'exprimer clairement ici sur le sujet afin de dissiper toute confusion quant à ma position à cet égard. J'estime toujours que nous devrions nous fixer pour

objectif un taux de chômage de 4 p. 100. Il est tout simplement inacceptable de nous contenter d'un objectif de 10 p. 100. Si jamais les Canadiens réfléchissaient aux montants énormes que nous coûte le chômage, ils n'hésiteraient pas à appuyer les mesures qui pour nous sont indispensables.

J'ai évoqué certaines des charges que le chômage entraîne sur le plan humain. Il impose également des charges sociales au gouvernement, notamment des coûts de réglementation accrus. Les charges sociales et économiques atteignent des sommes énormes quand on songe aux revenus dont le trésor public est privé lorsque les contribuables sont sans emploi; ces recettes d'impôt perdues se comptent manifestement par milliards. Nous devons par ailleurs tenir compte des charges directes que le gouvernement doit acquitter en prestations d'assurance-chômage payées mois après mois et qui finissent par atteindre des milliards de dollars au bout d'une année. Mentionnons parmi les autres charges les prestations de bien-être social accrues qui font grimper le coût du Régime d'assistance publique du Canada.

Nous reconnaissons dans ces charges les conséquences du chômage, et nous commençons à nous rendre compte que le moyen de nous en sortir consiste à ne pas nous laisser obnubiler l'esprit par un déficit qui est inévitable dans ces conditions. Nous devons plutôt nous demander comment nous pourrions revenir vraiment à un taux de chômage de 4 p. 100. Nous devons nous demander quels genres d'investissements, entre autres mesures, le gouvernement doit entreprendre afin d'atteindre cet objectif.

Si nous devons réaliser des progrès substantiels pouvant nous rapprocher de cet objectif et réfléchir à ce que deviendraient les charges du gouvernement si nous réussissions à l'atteindre, nous aurions sûrement raison de prendre ces mesures au lieu de suivre celles que le gouvernement préconise. Nous constaterions que les impôts auxquels tant de gens s'opposent pourraient être réduits à un niveau que tous les Canadiens pourraient accepter une fois que nous aurions réalisé le plein emploi au Canada.

Les impôts ont constitué un important sujet de préoccupation durant toute la campagne électorale d'un bout à l'autre du pays, comme d'ailleurs durant ma propre campagne dans la circonscription de Thunder-Bay Nipigon. Je pense qu'il faut reconnaître les possibilités qui existent sur ce plan de faire régner un peu plus de justice, avant même de réaliser le plein emploi dont j'ai parlé. Il faut comprendre que si le coût total du chômage, en termes de décaissements directs au titre des prestations d'assurance-chômage ainsi que de toutes les dépenses fiscales et subventions—c'est-à-dire des impôts qui ne sont pas perçus, en particulier de grosses sociétés—que si tout cela dépasse le déficit fédéral actuel, alors on est fondé à dire que la charge fiscale supportée par les simples citoyens est beaucoup trop élevée au Canada.

● (1125)

Lorsque dans ces dépenses fiscales figurent les avantages assurés à des Canadiens fortunés qui ont la possibilité de ne payer aucun impôt, ainsi que les subventions et les dégrèvements aux grosses sociétés et à des Canadiens fortunés, on est fondé à s'interroger un peu sur le clivage social qui est en train de se faire au pays. Il y a d'une part la situation privilégiée faite à certains Canadiens, et d'autre part celle d'autres Canadiens opprimés par une lourde fiscalité.